

Questions orales

besoins à long terme des autres Néo-Écossais qui sont tributaires de cette industrie.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'EMPLOI

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, j'aimerais poser une question au premier ministre suppléant.

Hier, je me suis rendu à Hamilton pour m'entretenir avec les étudiants de l'Université McMaster. J'ai rencontré également certains travailleurs et j'ai appris ainsi que le nombre d'emplois perdus dans la région était vraiment terrible et que les jeunes de l'endroit étaient désespérés, car ils n'avaient aucune idée de ce qu'ils allaient faire après avoir obtenu leur diplôme.

J'ai rencontré le maire par la suite. Il m'a alors posé la question suivante: «Quand le gouvernement va-t-il mettre en pratique l'idée que votre parti a soumise à la nation plus tôt cette année?» En janvier, nous avons parlé du lancement d'un excellent programme financé à parts égales par le gouvernement fédéral, le gouvernement provincial et les municipalités. Le maire m'a dit que ce programme devait être mis en oeuvre immédiatement et qu'il y avait beaucoup de projets qui pourraient démarrer dès maintenant afin de redonner de l'emploi aux gens. Les sommes consacrées par le gouvernement à ce programme se traduiraient par des investissements trois fois plus importants dans des travaux.

Pourquoi le gouvernement est-il aussi têtue et refuse-t-il de reprendre à son compte cette idée qui a l'appui des maires des municipalités du pays? Bien entendu, ce ne sont que les gouvernements municipaux qui créeront des emplois. Peut-être qu'on ne reconnaîtra pas assez le mérite du gouvernement à ses yeux mais les gens auront du travail. Cela créera des emplois qui redonneront espoir aux Canadiens.

L'hon. Gilles Loiseleur (président du Conseil du Trésor et ministre d'État (Finances)): Madame la Présidente, je pense que la situation est, en fait, difficile, et nous en sommes tout à fait conscients.

De nombreux Canadiens souffrent. C'est pourquoi nous devons nous assurer de ne pas nous engager dans des voies sans issue et de présenter des solutions tout à fait réalisables.

Un des principaux problèmes qui limite la capacité du gouvernement d'intervenir réside dans le fait que les gouvernements fédéral, provincial et municipal sont tous trop endettés. En fait, nos dettes sont si élevées qu'elles menacent notre souveraineté. Nous payons les intérêts de la dette. Nous n'avons pas augmenté cette dernière d'un seul sou à cause de nos dépenses.

Une voix: Oh, oh!

M. Loiseleur: C'est en effet la situation. Je peux le prouver n'importe quand.

Fondamentalement, nous devons trouver de véritables solutions. Lorsque le député dit que les trois niveaux de gouvernement financeraient à parts égales le programme en question, il doit se rappeler qu'il n'y a qu'un seul contribuable et que celui-ci croule déjà sous les impôts. Je ne pense pas que ce soit-là une solution souhaitable.

Nous sommes prêts à envisager des solutions avec les gouvernements provinciaux, et c'est ce que nous faisons. Le premier ministre et mon collègue, le ministre des Finances, ont précisé certains domaines où nous pouvons intervenir en réaffectant les fonds de façon très prudente et réfléchie, mais nous ne pouvons aller au-delà de cela.

• (1120)

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Madame la Présidente, quand le gouvernement a pris le pouvoir en 1984, la dette était de 175 milliards de dollars, alors qu'aujourd'hui, elle est de 450 milliards de dollars. Mais ils disent qu'ils n'ont pas ajouté un sou à la dette! J'ignore quelle sorte de mathématiques le président du Conseil du Trésor utilise, mais je voudrais lui dire que l'inaction et les mauvaises politiques du gouvernement ont créé cette situation-là.

Au cours des huit dernières années, il y a eu 31 augmentations d'impôt, il y a eu des coupures et des déficits d'au-delà de 30 milliards de dollars à chacune des années pendant lesquelles ce gouvernement a été au pouvoir.

Donc, je voudrais demander au gouvernement de changer un peu son attitude et d'adopter cette idée, afin de créer des emplois. Pour 1 \$ investi par le gouvernement fédéral, il y aura 3 \$ qui seront dépensés. C'est une idée concrète. Et pour chaque milliard de dollars dépensés par le gouvernement fédéral, ce dernier pourra récupérer 750 millions de dollars en taxes et en paiements d'assurance-chômage qu'il n'aura pas à faire. Pourquoi le gouvernement ne prend-il pas l'initiative de dépenser 1 \$ pour en récupérer trois comme résultat?